

50 e 14.53

11682

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP - DAKAR

FACULTE DES SCIENCES

INSTITUT DES SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT



**AMENAGEMENTS HYDRO-AGRICOLES
ET AGRO-INDUSTRIES
DANS LA REGION DU LAC DE GUIERS :
EVOLUTION DEPUIS 1945
ET IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES**

THESE

présentée pour l'obtention du DOCTORAT DE TROISIEME CYCLE
EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

par

Antoine MBENGUE

Soutenue en juin 1987 devant la Commission

MM. BA, Amadou Tidiane
TIBESAR, Arthur
BA, Alioune
SECK, Sidi Mohammed
WHITE, Rodney
WANE, Oumar

Président
Rapporteur
Membre extérieur
Membre extérieur
Membre extérieur
Membre I.S.E.

INTRODUCTION

Les aménagements hydro-agricoles étudiés ici sont situés essentiellement dans la partie nord de la région du lac de Guiers, notamment dans le secteur allant de Ndiakhaye à Mbilor, sur le fleuve Sénégal, et de cette localité au Colonat, en passant par Richard-Toll, Mbagam et Rosso. Les secteurs Ouest et Sud de la région sont pratiquement dépourvus de périmètres irrigués importants hormis la cuvette de Nder, abandonnée d'ailleurs depuis bientôt quatre ans (voir fig. n°1 : carte de situation).

Il s'agit d'une région riche en expériences hydro-agricoles, puisque depuis 1945, soit 42 ans bientôt, elle bénéficie de la part des pouvoirs publics comme du secteur privé d'investissements très substantiels dans le domaine de la culture irriguée et de l'agro-industrie. Dans le contexte rural sénégalais, il s'agit là d'un exemple peu répandu et dont la portée dépasse certainement le cadre restreint de la sous-région.

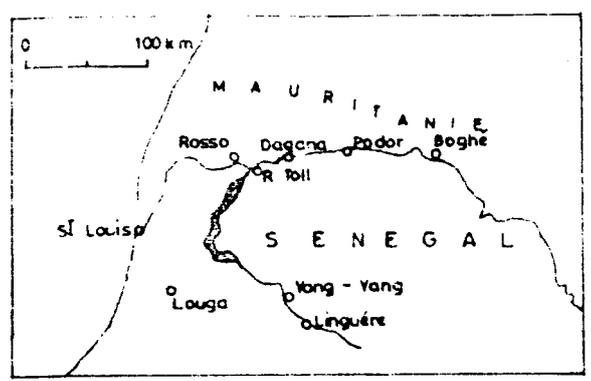
Quels ont été jusque-là les fruits de tels efforts dans le processus de développement de la région ? Quel a été et quel est aujourd'hui le degré d'implication des habitants dans les actions menées ? Quels sont les véritables bénéficiaires de ces interventions et quels effets celles-ci ont eues sur les écosystèmes et les systèmes de production locaux ?

Autant de questions auxquelles il va falloir tenter de répondre et la réflexion mérite, à notre avis, d'être engagée sur cette problématique, ceci d'autant plus que l'exemple, sans analyse critique préalable, pourrait être exporté ailleurs dans le pays comme un modèle à suivre ou perpétué sur place sans remise en cause aucune.

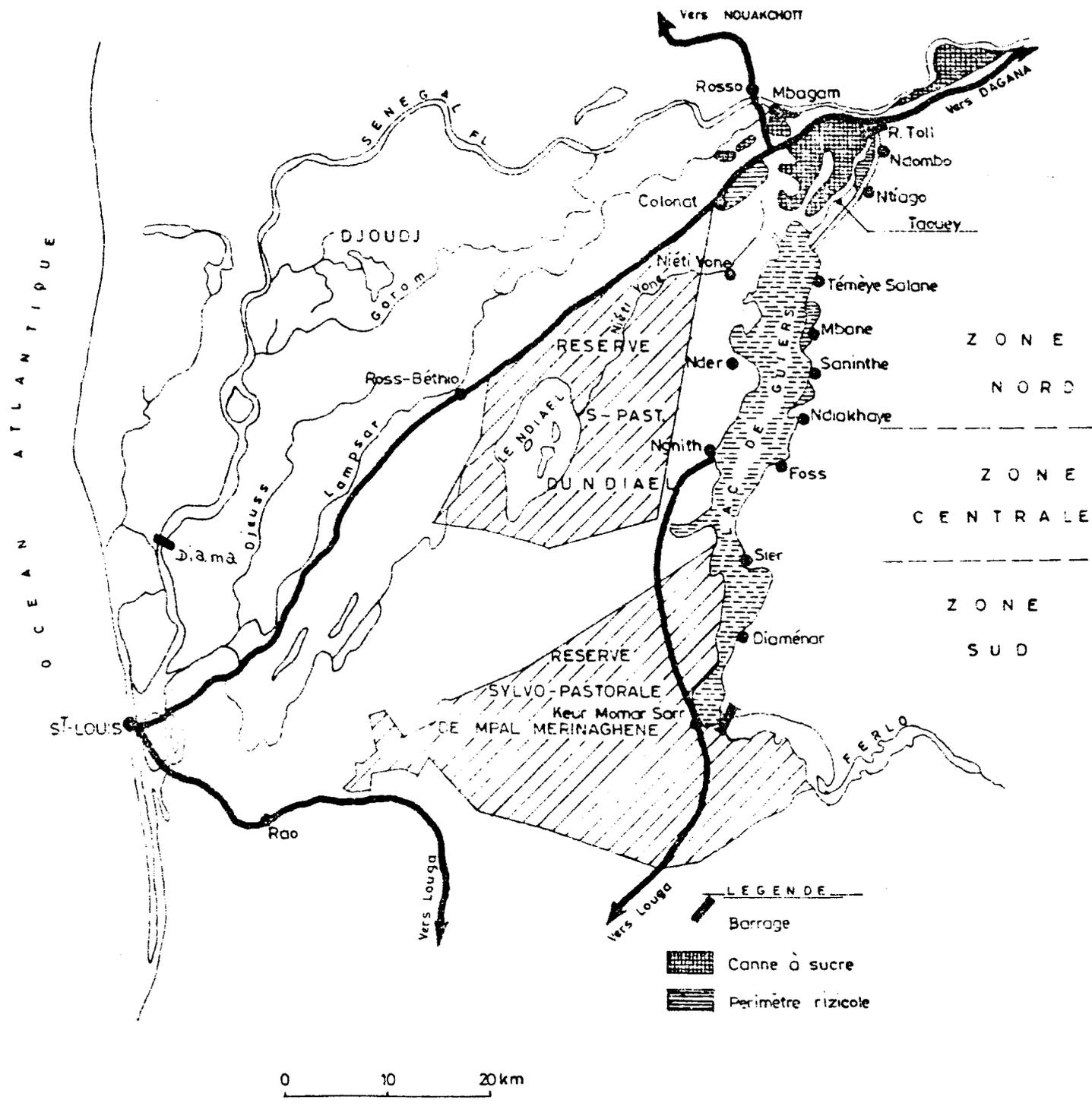
C'est dans ce cadre donc qu'il convient de situer notre étude qui se veut une simple contribution à la connaissance et à la solution des problèmes qui se posent dans les domaines précités.

Pour parvenir à cette fin, nous avons eu recours à une démarche combinant différentes approches allant des recherches

SITUATION GEOGRAPHIQUE DU LAC DE GUIERS

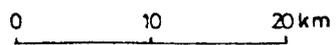


CROQUIS DE SITUATION



LEGENDE

- Barrage
- Canne à sucre
- Perimètre rizicole



bibliographiques aux enquêtes collectives et individuelles, en passant par les collectes de données statistiques et les observations sur le terrain.

Les recherches bibliographiques ont porté surtout sur l'étude du milieu naturel et humain et des expériences passées en matière d'aménagement hydro-agricole. Elles ont été complétées par des discussions approfondies avec des spécialistes et des témoins opérant sur le terrain ou dans les différentes structures administratives et de recherche concernées.

Les enquêtes ont porté essentiellement sur les systèmes de production et les interventions actuelles et elles ont été combinées avec la collecte de données statistiques et des observations effectuées sur les lieux-mêmes. Dans ce cadre nous avons interrogé plus d'une centaine de travailleurs de la Compagnie sucrière sénégalaise de Richard-Toll, plus de 80 paysans et éleveurs, en particulier dans les périmètres de Ndombo-Thiago, de Mbane et du Colonat. Les statistiques ont été fournies surtout par les structures et les sociétés intervenant sur le terrain et par les administrations chargées de la tutelle de ces structures et sociétés (Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère du Développement rural, Ministère du Commerce) ou intervenant à divers titres (services techniques, arrondissements etc...). Des interviews et des discussions approfondies ont eu lieu aussi, à tous les niveaux, avec de nombreuses personnes impliquées dans les différentes activités étudiées ; elles ont porté notamment sur ces activités et sur leurs implications au niveau du milieu naturel et humain.

De plus, nous avons effectué de nombreuses visites, en hivernage comme en saison sèche, sur les périmètres et dans les localités inscrits sur notre champ d'étude. Celles-ci nous ont permis de parvenir à l'exposé ci-dessous que nous savons d'emblée incomplet et perfectible.

La première partie de ce travail est une présentation de la région étudiée, aussi bien dans ses composantes naturelles qu'humaines. Elle met en évidence la diversité du milieu, ses atouts et ses contraintes, en particulier ceux ayant trait à la culture irriguée, et les différents groupes ethniques qui constituent la population de la région.

La deuxième partie traite des expériences passées en matière hydro-agricole. Elle revêt pour nous une importance de premier plan dans la mesure où elle pourrait contribuer très certainement à une plus grande compréhension de la situation présente.

La troisième partie décrit les actions menées actuellement au sein de la région (dans le domaine de la culture irriguée) et qui sont dominées par le complexe sucrier et les périmètres rizicoles paysans. Il s'agit là de deux formes d'interventions dont l'une de type agro-industriel, est gigantesque et très sophistiquée, l'autre, plus intégrée aux terroirs villageois, cherche encore sa voie en vue d'une efficacité réelle.

La quatrième partie est une analyse sur la portée et les effets socio-économiques de l'agro-industrie et de la culture irriguée sur le milieu régional et sur l'économie nationale, et devrait déboucher sur une interrogation relative à la raison d'être de ces interventions.

Enfin, la cinquième et dernière partie de ce travail est consacrée aux perspectives d'avenir qui s'offrent à l'agro-industrie et aux cultures irriguées de la région. Elle propose également des voies de solution aux problèmes soulevés. Mais il s'agit-là d'un exercice difficile, en raison des nombreuses impondérables qui pourraient peser sur l'avenir de la culture irriguée et de l'agro-industrie sucrière.

CONCLUSION GENERALE

Malgré des conditions écologiques difficiles -que l'on retrouve du reste dans l'ensemble de la zone sahélienne- la région du guiers, grâce à la présence du fleuve Sénégal et du lac, recèle des potentialités naturelles très importantes pour la culture irriguée. Aussi, dès le 19^e siècle, elle attira les premiers essais de culture irriguée sur de nombreuses spéculations tropicales. Dès l'après-guerre, les premiers grands projets de développement de la riziculture pour soustraire le Sénégal de la dépendance extérieure en matière céréalière se portèrent aussi vers elle. Les interventions qui eurent lieu dans ce dernier cadre empruntèrent deux voies ; d'abord l'exploitation moderne de type agro-industriel, fortement mécanisée et gérée selon des méthodes capitalistes. Mais très vite, on se rendit compte des limites de cette forme de production et l'on recourut parallèlement au paysannat encadré d'abord sous le régime du colonat fortement subventionné puis sous une formule moins coûteuse mais plus intégrée aux terroirs villageois.

Après d'innombrables difficultés, ces formes d'interventions aboutirent dans des impasses qui poussèrent les promoteurs de l'agriculture irriguée et de l'agro-industrie à prendre de nouvelles orientations.

Aujourd'hui, l'agro-industrie de type capitaliste et salarial s'est tournée vers des spéculations plus lucratives comme la canne à sucre et la tomate industrielle, tandis que le paysannat, longtemps empêtré dans une forme d'encadrement rigide, directive et coûteuse, enregistre encore des résultats médiocres qui le maintiennent toujours au stade de la subsistance et qui incitent à la recherche de voies nouvelles. Les tests initiés dans ce sens autorisent à espérer des améliorations sensibles.

En définitive, c'est donc l'agro-industrie qui, grâce à ses moyens énormes et aux milliers de salaires distribués, a le plus marqué la région de ses empreintes. Cela se perçoit aussi bien aux plans économique, démographique et socio-culturel qu'à celui de la structuration et de la transformation de l'espace et des établissements humains. Malgré les effets positifs apportés, il

faudrait reconnaître toutefois que l'agro-industrie sucrière coûte trop cher à la collectivité nationale, tout comme, mais à un degré beaucoup moins important, la riziculture irriguée et la tomate industrielle, de par les subventions qui sont octroyées.

Compte tenu des difficultés que connaît l'Etat aujourd'hui, une telle politique de subventionnement ne saurait se poursuivre indéfiniment. Il y a lieu donc de trouver des solutions qui allègeraient la collectivité nationale d'une partie de ces charges (subventions et taxes diverses), tout en relevant le niveau de productivité des interventions paysannes. Pour ce faire, différentes propositions ont été faites visant entre autres à maintenir les formes de production qui existent dans la région du guiers et à optimiser les différentes interventions pour une valorisation maximale des ressources, avec une participation paysanne plus effective, mais dans le respect des équilibres existants ou à restaurer.

Mais à travers et au-delà du cas exposé tout au long de ce travail, se posent des questions fondamentales qui pourraient intéresser la culture irriguée sur l'ensemble de la vallée du Sénégal.

La première interrogation qui nous vient à l'esprit pose le problème de la rentabilité des aménagements hydro-agricoles (en général) pour la collectivité nationale. En effet, quelque soit l'exemple que l'on pourrait prendre de la longue expérience vécue par la région du guiers en matière de périmètre irrigué, le défaut de rentabilité économique s'est toujours posé. Aujourd'hui après la construction des barrages, les pouvoirs publics envisagent d'étendre la culture irriguée sur l'ensemble de la Vallée, et la question qui vient aux lèvres est la suivante : Comment asseoir une rentabilité véritable des aménagements hydro-agricoles sans pénaliser les consommateurs sénégalais ni grever le budget de l'Etat? De la réponse à cette question dépendra, en grande partie, le rythme d'aménagement qui sera effectivement suivi pour la vallée.

La seconde question a trait aux formes d'interventions à soutenir en priorité. En effet, si le soutien de l'Etat paraît encore indispensable pour tous, compte tenu des moyens limités de celui-ci et des choix politiques et économiques arrêtés, il

y a lieu par conséquent de privilégier certaines cibles par rapport à d'autres. Jusqu'à présent, c'est l'agro-industrie et singulièrement la compagnie sucrière qui a le plus bénéficié de l'appui de l'Etat. Si ce dernier veut soutenir plus substantiellement la riziculture et les autres céréales jugées à juste titre plus essentielles, il lui faut nécessairement réduire l'enveloppe des sommes versées à la CSS et à des sociétés du même genre ; cela d'autant plus que ces cultures sont techniquement mieux maîtrisées par les autochtones et par conséquent appelées à des lendemains plus durables et probablement plus favorables.

La troisième interrogation pose le problème de savoir jusqu'où devrait aller l'intervention de l'Etat. La réponse à cette question n'est pas facile, car dans la plupart des pays, pauvres comme développés, l'Etat continue encore à soutenir des producteurs, même lorsqu'ils sont réputés riches (1). Mais ici encore le choix ne devrait se faire qu'après une analyse claire et objective de la situation, car une aide mal conduite ou trop importante peut aboutir à des effets pervers, regrettables : stagnation ou réduction de la productivité, développement d'une mentalité d'assistés, dans le domaine de l'encadrement naissance de sentiments de rejets, etc..

La quatrième question est relative à la coexistence "pacifique" à favoriser entre les différents intervenants en milieu où sont aménagés des périmètres irrigués. D'après les prévisions faites dans le cadre des études de l'Après-Barrages, il y aurait dans la Vallée les mêmes types d'intervenants que ceux opérant en ce moment dans la région du guiers. La difficulté principale réside dans la divergence des intérêts et des logiques des différents systèmes de production, mais aussi dans l'efficacité de la structure (ou des structures) qui sera mise en place pour procéder aux éventuels arbitrages. Mais d'ores et déjà les discours tenus de part et d'autre accordent la faveur à la parcelle paysanne et à l'agro-industrie ; l'élevage et la pêche risquent donc d'être traités en

(1) Selon le rapport de la Banque Mondiale sur le développement dans le Monde, 1986, l'Etat verse aux producteurs, au Japon 3 fois les prix du marché mondial pour le riz, dans la Communauté Européenne 3 fois le prix international du sucre

parents pauvres, au détriment des populations impliquées et probablement de l'équilibre alimentaire déjà précaire (notamment en protéines animales) (1).

Enfin, le dernier problème soulevé traite de la restauration des écosystèmes naturels en s'appuyant sur les aménagements hydro-agricoles. Certes la dégradation très avancée de l'environnement de la Vallée du Sénégal n'est pas du fait principalement de l'agriculture irriguée, celle-ci y a néanmoins contribué par ses différentes interventions : barrages asséchant certaines rivières, digues canalisant l'écoulement des eaux, défrichements etc... Dès lors il apparaît donc normal et certainement réaliste de s'appuyer sur les programmes de culture irriguée pour restaurer par reboisement ou autres techniques appropriées, les écosystèmes aujourd'hui fortement éprouvés.

(1) Afrique Agriculture du 1er octobre 1981 p. 38 à 42.